

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

VILLEURBANNE, le 10/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2023

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

SPMR

2, quai de Beaucaire
Port Edouard Herriot
69007 LYON

Références : UDR-CRT-23-097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement SPMR implanté à LYON 7°. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPMR
20 rue de bourgogne
69800 LYON 7°
- Code AIOT dans GUN : 0006107396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La société SPMR est l'exploitant du pipeline qui alimente les dépôts pétroliers au port Édouard Herriot. Elle exploite à LYON 7° des installations de stockage en réservoirs aériens de produits pétroliers (3 réservoirs de 250 m³) issus des mélanges qui se produisent dans la canalisation d'alimentation lorsqu'il y a changement de produit. Les produits stockés sont donc hors spécifications commerciales et sont réinjectés sur un autre site à doses contrôlées dans les circuits commerciaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recensement des produits (quantité, natures, fiche de données de sécurité..)
- zonage ATEX
- défense incendie
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur et porte sur les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 01/06/2015, article 1 § III C	<p><u>Lettre préfectorale</u></p> <p>L'exploitant doit informer le préfet du choix effectué entre les dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 et les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. (Délai : 3 mois).</p>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
N°1 : Localisation des risques	Arrêté ministériel du 01/06/2015, article 8	-
N°2 : État des stocks	Arrêté ministériel du 01/06/2015, article 9	
N°3 : Accès des secours et moyens d'intervention	Arrêté ministériel du 01/06/2015, article 13	Prescription de deux accès inadaptée eu égard à la configuration du site, notamment à sa surface limitée et à la voie dégagée et libre d'accès au véhicules de secours dans son périmètre immédiat.
N°5 : Déchets	Arrêté ministériel du 01/06/2015, article 55	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de vérifier, sur les contrôles effectués, que l'exploitant a mis en place des dispositions organisationnelles et matérielles : état des stocks accessible à tout moment, localisation des risques, moyens d'extinction, accès... pour prévenir les risques et y faire face en situation d'urgence.

Toutefois, concernant les moyens d'extinction, cette visite n'a pas permis la vérification du respect de la réglementation, car il appartient à l'exploitant d'effectuer un choix réglementaire, choix qu'il n'a pas encore effectué alors que l'échéance pour ce choix (1/01/2023) est dépassée. Il a néanmoins été relevé que des moyens d'extinction étaient en place tels que : groupe motopompe périodiquement testé, couronne d'eau sur les bacs, boîte à mousse, émulseur....




Concernant les risques chroniques, il a été relevé l'absence de stockage de déchets sur le site.

Ainsi, ce rapport demande à l'exploitant d'effectuer le choix qu'il lui revient concernant les moyens d'extinction et au besoin, de compléter ceux en place dans les délais impartis par l'arrêté ministériel du 1/06/2015.




2-4) Fiches de constats

Visite d'inspection du 28/04/2023
Canevas de fiches de constat




N°1 : Localisation des risques

Source Arrêté Ministériel	Du 01/06/2015	Article 8
Thème Risques accidentels	Sous-thème Prévention des accidents et des pollutions	
Prescription contrôlée Présence des plans de localisation des risques, affichage dans les zones de risques « Article 8 - Localisation des risques <i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</i> <i>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique).</i> <i>L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones. »</i>		
Constats L'exploitant a présenté les plans qui présentaient les zones de risques de l'établissement en fonction des produits présents : zone de risque incendie, zone ATEX. Ces plans sont affichés dans la salle de contrôle fréquentée par le personnel. Les risques identifiés font par ailleurs l'objet d'un marquage particulier dans les zones concernées.		
Observations Absence d'observation		
Respect de la prescription <div><input type="radio"/> <input checked="" type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/></div> <div>   <input type="radio"/> Prescription inadaptée</div>		




N°2 : État des stocks

Source Arrêté Ministériel	du 01/06/2015	Article 9
Thème Risques accidentels	Sous-thème Prévention des risques accidentels	
Prescription contrôlée – Connaissance de l'état des stocks. – Présence des fiches de données de sécurité. « Article 9 - État des stocks de matières dangereuses. <i>I.-Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.</i> <i>II.-L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i> <i>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : ».</i>		
Constats <u>État des stocks</u> L'exploitant a présenté l'état des stocks dans les 3 bacs. Cet état est déterminé par les mesures de niveau des bacs. Ces mesures sont enregistrées chaque seconde, elles sont accessibles sur site depuis le site principal de l'exploitant à Villette-de-Vienne (38) où du personnel est présent en permanence. <u>Fiches de données de sécurité</u> L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité d'essence, de gas oil, de fuel oil... . Les produits présents ne sont pas ces produits considérés individuellement, mais sont des mélanges de chacun d'eux (mélange essence/gas oil...) avant ajout des additifs propres à chaque distributeur de produits pétroliers. L'exploitant a déclaré qu'il ajustait ses dispositions préventives sur la base des risques les plus élevés présentés dans les différentes fiches de sécurité. Par exemple, pour le mélange essence/gas oil, il considère l'inflammabilité de l'essence qui est le produit le plus inflammable.		
Observations Absence d'observation.		
Respect de la prescription <div><input checked="" type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> Prescription inadaptée</div>		

N°3 : Accès des secours et moyens d'intervention

Source Arrêté Ministériel	du 01/06/2015	Article 13
Thème Risques chroniques	Sous-thème Prévention des risques accidentels	
Prescription contrôlée « Article 13 [pour les installations existantes avant le 31/05/2015] <i>I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours, sauf en cas d'impossibilité justifiée, en particulier sur la base des conditions de vent et de la potentielle exposition aux fumées d'incendie du personnel d'intervention et sous réserve de l'accord préalable des services publics d'incendie et de secours.</i> <i>II.-L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</i> <i>La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention "accès pompiers". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type "stationnement interdit". ».</i>		
Constats Le site était auparavant soumis à autorisation, suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées. Tout en restant autorisé, il relève désormais des installations classées en enregistrement selon la rubrique 4734-2b pour lesquels les dispositions de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 sont applicables. Le site a une superficie limitée et ne dispose que d'un accès pour les services de secours. Toutefois, sa bordure est accessible aux engins de secours sur tout son pourtour. La distance maximale avec un second accès à créer ne pourrait être que d'environ 60 mètres. La vue aérienne sur le site geoportail® présente cette situation. La voie d'accès au site et sur son pourtour dans son périmètre immédiat était accessible aux véhicules de secours, était dégagée et interdite au stationnement.		
Observations Absence d'observation		
Respect de la prescription <div><input checked="" type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> Prescription inadaptée</div>		

N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Source Arrêté Ministériel	du 01/06/2015	Article 14
Thème Risques chroniques	Sous-thème Prévention du risque incendie	
Prescription contrôlée Article 14 § II. Moyens humains et matériels Les conditions d'application de cet article sont précisées à l'article 1 et à l'annexe IX de l'arrêté du 01/06/2015. « Article 1 III. Conditions d'application aux installations existantes A. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont soumises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté demeurent applicables, en particulier les dispositions techniques des arrêtés ministériels suivants : ... – arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; C. Pour les installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant peut opter pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 du présent arrêté en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010. L'exploitant informe le préfet du choix réalisé avant le 1er janvier 2023. L'annexe IX définit les modalités particulières d'application des prescriptions applicables aux stockages au sein de ces installations en lieu et place des articles 19 à 21 et 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié et, le cas échéant, de l'article 14 du présent arrêté. ».		
Constats L'établissement est réglementé sous certaines conditions par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé. L'exploitant n'a pas informé le préfet du choix du référentiel réglementaire : article 14 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 ou articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Ainsi, les observations effectuées n'ont pas pu être mises en rapport avec un de ces deux référentiels. Il a toutefois été relevé qu'étaient en place : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'émulseur (2,5 m³ polyprotéofilm fluoroprotéines, projet de remplacement avant 2025) ;• des boîtes à mousse en bordure des capacités de rétentions ;• des couronnes d'arrosage au sommet des bac ;• un groupe moto-pompe régulièrement testé ;• des extincteurs régulièrement répartis ;• des détecteurs d'hydrocarbures en phase liquide en fond de la capacité de rétention complétés par des détecteurs d'hydrocarbures en phase vapeur.		
Observations L'exploitant doit indiquer à la préfète le choix du référentiel réglementaire qu'il a effectué concernant les moyens d'extinction. Il mettra en œuvre ces moyens conformément à l'échéancier résultant de ce choix.		
Respect de la prescription <div><input checked="" type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> </div> <div><input type="radio"/> Prescription inadaptée</div>		

N°5 : Déchets

Source Arrêté Préfectoral	du 01/06/2015	Article 55
Thème Risques chroniques		Sous-thème Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée</p> <p>« Article 55 de l'arrêté du 1er juin 2015</p> <p>Généralités.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser les déchets ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d'accident. ». 		
<p>Constats</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il générait très peu de déchets dangereux, que ceux-ci étaient essentiellement générés à l'occasion des vérifications décennales des bacs qui imposent un nettoyage interne de ceux-ci. Il a indiqué que les produits pétroliers hors spécifications commerciales qu'il stockait sur son site (mélange gazole/essence) étaient recyclés sur un autre site, par ajout dans des proportions adéquates, aux produits pétroliers commercialisés.</p> <p>L'exploitant utilise l'application « track déchets ».</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait l'enlèvement des plaques au sol en PVC amiantée dans la salle de contrôle.</p> <p>Il n'a pas été relevé dans l'établissement de stockages de déchets, ni de ferrailles.</p>		
<p>Observations</p> <p>Absence d'observation.</p>		
<p>Respect de la prescription</p> <div> <input checked="" type="radio"/>  <input type="radio"/>  <input type="radio"/>  <input type="radio"/> Prescription inadaptée </div>		